



UNION FRANCILIENNE
DES FÉDÉRATIONS DES CENTRES
SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS



RAPPORT D'ACTIVITES 2017

ASSEMBLEE GENERALE

LE 20 JUIN 2018

- RAPPORT D'ACTIVITES 2017
- RAPPORT FINANCIER 2017
- COMPTES 2017
- BUDGET PREVISIONNEL 2018

RAPPORT D'ACTIVITES

2017

➤ **I/ INTRODUCTION**

LE RESEAU REGIONAL EN 2017
LES INSTANCES ET GROUPE DE TRAVAIL

➤ **II/ FORMATION ET QUALIFICATION DES ACTEURS**

LA FORMATION DES PROFESSIONNELS

➤ **III/ PROJET DISCRIMIN' ACTIONS**

L'ANIMATION DU RESEAU SUR LES QUESTIONS D'EGALITE
LA QUALIFICATION DES ACTEURS DES CENTRES FRANCILIENS
VALORISATION ET DIFFUSION DES PRODUCTIONS DU RESEAU
APPUI AUX EQUIPES DES CENTRES SOCIAUX DANS LA PREVENTION ET LA LUTTE
CONTRE LES DISCRIMINATIONS

➤ **IV/ LES RENCONTRES REGIONALES**

➤ **V/ REPRESENTATION ET PARTENARIATS**

PARTICIPATION AUX INSTANCES
PARTENARIATS

I/ INTRODUCTION

Le réseau régional en 2017

L'année 2017 a vu se poursuivre l'augmentation du nombre de centres sociaux en Ile-de-France, avec 12 agréments supplémentaires pour un total de 372 centres agréés.

Au total, les huit fédérations départementales représentent **313 structures adhérentes**, employant près de **3 300 salariés** en équivalent temps plein (ETP) et réunissant plus de **18 000 bénévoles**.

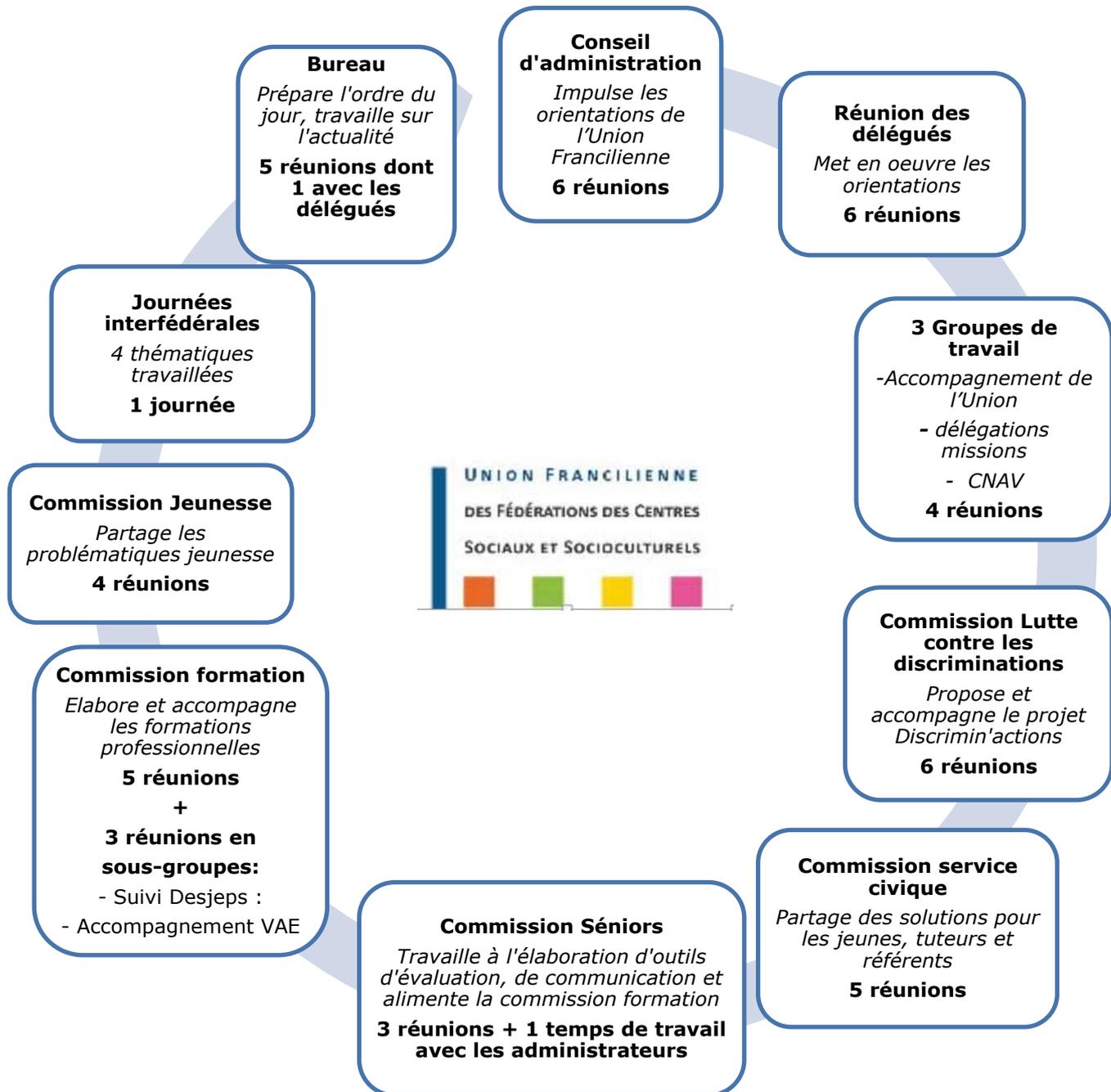
Les centres sociaux en chiffres

Département	75	77	78	91	92	93	94	95	TOTAL IDF
Nombre de centres agréés	39	44	46	36	33	75	37	62	372
dont territoire CUCS	19	23	25	28	18	36	25	48	222
Nombre de structures adhérentes dont :	29	50	37	26	28	53	33	57	313
▪ Espace de Vie Sociale	0	5	1	0	0	0	0	0	6
▪ Gestion :									
- Associative	28	9	5	8	17	17	22	11	117
- Collectivités territoriales	0	36	31	18	11	34	11	45	186
▪ CAF	0	0	0	0	0	2	0	1	3
▪ Association non centre social	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Nbre salariés ETP	309	423	385	345	329	588	349	562	3 290
Nbre bénévoles	3645	1655	2212	581	1 808	2 458	1909	3915	18 183

Les fédérations et l'Union en chiffres

Fédération	75	77	78	91	92	93	94	95	UFFCS
Date de création	1992	1990	1993	1996	1994	1992	1996	1993	2003
Salariés en ETP	3.8	4	2	2,6	4	5	3,4	4,7	0.70
Administrateurs dont :	12	23	16	21	22	19	15	20	25
- collège Présidents									8
- collège administrateurs									
- collège salariés	5	6	6	5	10	10	9	9	
- collège bénévoles	7	9	5	6	3	7	3	6	17
Membre de droit		2		1		0	1		
Collège gestionnaires, élus des villes	0	6	5	1	2	2	0	4	
. Autres : membres qualifiés, institutionnels	0	0	0	8	7	0	2	1	

Les instances et groupes de travail en 2017



Présentation des instances

1. Le Conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé de deux collèges de membres actifs : le collège des présidents et le collège des administrateurs. Il s'est réuni 6 fois au cours de l'année.

Le collège des Présidents des Fédérations a été composé de :

- Marie-France GUEYFFIER (Présidente FCS 75) puis remplacée par Tarik TOUAHRIA en mai
- Sébastien CHAUVET (Président FCS 77) remplacé par Kouider ELATRECH en avril
- Caroline MIGOT (Présidente FCS 78)
- Jean-Pierre PASTIER (Président FCS 91)
- Michel BRUNOT (Président FCS 92)
- Nadia MERAKCHI (Présidente FCS 93) remplacée par Djamel KABACHE en juillet,
- Abdel-Krim ACHEMAOUI (Président FCS 94)
- Nabil KOUIDI (président FCS 95)

Le collège des administrateurs a été composé de :

- Monique DEGRAS (FCS 75)
- Fatiha MOULESSOUIGA (FCS 77)
- Véronique BOTTELLIER (FCS 77)
- Riad DOUKHA (FCS 77) à partir de juin
- Kouider ELATRECH (FCS 77)
- Monica LEVY-KELOUFI (FCS 78)
- Nicole SKAJENNIKOFF (FCS 78)
- Jean-Louis BERNARD (FCS 91)
- Gaëlle MICHELET-KIEFFER (FCS 91) à partir de novembre
- Philippe NADEAU (FCS 92)
- Maël LEFEUVRE (FCS 92)
- Hanan MILOUDI (FCS 93)
- Franck ESVAN-GAUTIER (FCS 93)
- Pirine RODRIGUES (FCS 94)
- Ludovic VIGNACOURT (FCS 94)
- Shérazade BOUSLAH (FCS 95)
- Céline SANCHEZ (FCS 95)

La mobilisation a été de 10 à 14 administrateurs par réunion, en nette hausse par rapport à 2016, en présence de 2 à 5 délégués.

Le bureau, réélu à l'unanimité à l'identique le 5 juillet, est composé de :

- Présidente : Hanan MILOUDI (qui précise qu'elle passera la main lors du prochain mandat)
- Vice-présidente : Pirine RODRIGUES
- Trésorière : Caroline MIGOT
- Secrétaire : Franck ESVAN-GAUTIER
- Secrétaire-adjointe : Monique DEGRAS

Les salariés présents aux conseils d'administration:

Céline HEITZMANN (FCS 93), Nicolas OBERLIN (FCS 75), Nadia BERKANI (FCS 78), Corinne MORELLI (FCS 91/94), Sophie MORLET (FCS 92), Raymond PETERSEN (FCS 77), Laurence DELSUC (UFFCS)

2. Le bureau

Le bureau s'est réuni à 5 reprises, regroupant les 5 administrateurs qui le composent. Le bureau vient en appui du Conseil d'Administration, sur les points qui y seront abordés.

La réunion du 16 octobre a associé les délégués, afin de travailler sur une organisation efficace et complémentaire.

3. Les réunions des délégués

Réunis 6 fois en 2017, les délégués ont suivi les dossiers régionaux et ont effectué un travail de mutualisation. Cette commission regroupe les 7 délégués des 8 fédérations.

Les délégué(e)s :

- Nicolas OBERLIN (FCS75)
- Raymond PETERSEN (FCS 77)
- Nadia BERKANI (FCS 78)
- Corinne MORELLI (FCS 91-94)
- Sophie MORLET (FCS 92)
- Céline HEITZMANN (FCS 93)
- Nour-Eddine LAOUER (FCS 95)

4. La Commission Formation

Réunie 5 fois, la commission régionale formation est chargée d'évaluer le parcours de formation proposé, d'élaborer, sur la base de besoins identifiés, un catalogue de formations Ile-de-France. La commission formation a effectué un travail d'ingénierie pour mettre en place 3 nouvelles formations à l'horizon 2018 :

- Une formation sur le vieillissement dans la société et dans les centres sociaux, en lien avec la commission seniors,
- Une formation-action qui visera à qualifier les acteurs des centres sociaux pour faire émerger puis accompagner des dynamiques collectives d'habitants dans la résolution des situations qui leur posent problème,
- Une formation-action visant à accompagner la mobilisation d'un groupe de jeunes, en lien avec la commission Jeunesse.

Elle a regroupé, en moyenne, 4 participants par réunion.

Les membres de la commission :

Les salariés :

- Céline HEITZMANN (FCS 93)
- Corinne MORELLI (FCS 91-94)
- Raymond PETERSEN (FCS 77) jusqu'au 7 juillet
- Sophie MORLET (FCS 92)
- Lynda MANSOURI (FCS 77) jusqu'au 7 juillet
- Nadia BERKANI (FCS 78)

Les administrateurs de l'Union ou de fédérations qui ont assisté à une ou plusieurs réunions :

- Meriem EL-BADRAOUI (FCS 94)
- Caroline MIGOT (FCS 78)
- Franck ESVAN-GAUTIER (FCS 93)

- ✚ Face à des contraintes d'organisation, la fédération de Seine-et-Marne nous a informés le 7 juillet, avoir pris la décision de ne plus faire partie de la commission formation, bien que précisant rester toujours en alerte et en questionnement sur ce sujet.

- **La commission formation s'est aussi organisée en sous-groupes afin de suivre au plus près 2 formations en cours :**

Suivi du comité de pilotage Desjeeps

La formation DESJEPS, qui avait débuté en mai 2016, s'est achevée en octobre 2017. Cette formation, réalisée avec l'Infa et conçue pour être mieux adaptée aux professionnels des structures, a fait l'objet d'un comité de suivi. Le comité de pilotage a été composé de: Sophie Morlet (FCS 92), Corinne Morelli (FCS 91-94), Nadia Berkani (FCS 78), Céline Heitzmann (FCS 93) et de l'administratrice de la fédération du Val-de-Marne, Meriem El Badraoui. Il s'est réuni à 3 reprises en

2017, dont deux fois avec les techniciennes de l'INFA. Le 17 novembre a été un temps de bilan, en clôture de cette promotion.

Suivi de la VAE

La commission formation avait travaillé en 2016 sur la mise en place de l'expérimentation régionale d'obtention de diplômes de l'animation en VAE (DEJEPS et DESJEPS). Il s'agit d'un dispositif renforcé d'accompagnement collectif à l'obtention de diplômes de l'animation sociale dans le cadre d'une validation des acquis de l'expérience. Cette formation a eu lieu en 2017. La déléguée des Yvelines, Nadia Berkani, est venue en appui pédagogique avec des accompagnements individualisés et une co-animation d'ateliers de travail avec les stagiaires.

5. La Commission Lutte contre les discriminations

La commission s'est réunie 6 fois cette année. Elle a été composée de 3 délégué-e-s, de 4 chargé-e-s de mission.

Elle a notamment travaillé sur les points suivants :

- La préparation de bulletins Infos Egalité
- L'organisation d'une rencontre régionale : le forum ressources du 30 novembre sur le thème «Egalités Femmes Hommes »

Les participants :

- David BILZIC (délégué FCS 75) - Faïda YAHIAOUI (chargée mission FCS 93)
- Guillaume SAMSON (chargé de mission FCS 91-94) - Nadia BERKANI (déléguée FCS 78)
- Nour-Eddine LAOUER (délégué FCS 95) - Madely NOEL (chargée de mission FCS 92)

Cette commission a regroupé, en moyenne, 4 participants par réunion.

6. Journée interfédérale des professionnels des fédérations

Comme chaque année, l'objectif a été d'organiser des temps consacrés à la réflexion et à la mutualisation entre les équipes fédérales.

En 2017, les salariés des fédérations se sont penchés le 16 septembre sur les thématiques suivantes :

- à quoi servent les journées inter Fédérales ?
- l'accueil dans les centres sociaux
- l'implication des habitants
- l'argumentaire adhésion à une fédération

7- La commission Séniors

Cette commission s'est réunie 3 fois entre pairs. Un temps spécifique de travail avec les administrateurs de l'Union est venu en complément le 15 juin, ceci afin de réfléchir collectivement sur les actions du vieillissement et sur la nouvelle organisation demandée par la CNAV.

En 2017, le groupe composé de 6 salariés fédéraux, a travaillé notamment sur les points suivants :

- **Les enjeux du portage régional CNAV** avec la perspective de scénarios possible en 2018;
- **Une rencontre régionale le 10 novembre** sur le thème du Développement social local et la prévention du vieillissement,
- **L'ingénierie d'une nouvelle formation de 3 jours**, en lien avec la commission formation, sur le vieillissement dans la société et dans les centres sociaux. Il s'agira d'aborder les notions-clés et d'approfondir les connaissances, les compétences et la compréhension des acteurs des centres sur ces problématiques. Cette formation est prévue en 2018.

Les participants à la commission :

- Faïda YAHIAOUI (FCS 93)
- Madely NOEL (FCS 92)
- Aline SECONDE (FCS 75)
- Chloé COJEAN (FCS 91-94)
- Pauline MALANDAIN (FCS 77)
- Judicaëlle FERON (FCS 95)

Cette commission a regroupé, en moyenne, 5 participants par réunion.

8- La commission Jeunesse

Elle a été constituée d'au moins un représentant de chaque fédération. Sa mission est de recenser et partager les problématiques liées à la Jeunesse et de mutualiser les outils et les démarches de chaque département. Cette commission s'est réunie 4 fois.

La commission a notamment travaillé cette année sur les points suivants :

- **La mise en page d'un document qualitatif sur les conditions d'exercice de la fonction d'animation jeunesse** dans les centres sociaux d'Île de France. Il complète l'état des lieux quantitatif de l'action jeunesse dans les centres sociaux d'Île de France communiqué début 2016. Cette nouvelle démarche prend place dans une approche plus générale menée par la commission jeunesse. Ce document qualitatif constitue un outil accessible (format 4 pages infographié) permettant aux acteurs des centres sociaux d'approcher un peu plus la réalité de l'action jeunesse en centre social et d'accompagner plus finement le soutien de l'émergence de la parole et des initiatives de jeunes.
- **La mise en place et le suivi d'une formation-action de 3 jours visant à « Accompagner la mobilisation d'un groupe de jeunes »**

Suite aux deux études, quantitative et qualitative, menées ces 3 dernières années, il apparaît clairement un besoin de renforcement de certaines compétences, ainsi qu'un travail réflexif sur les postures et compétences des professionnels de la jeunesse dans les centres sociaux, et notamment concernant le développement de leur pouvoir d'agir. C'est pour répondre à cette demande que la commission Jeunesse a organisé cette formation-action expérimentale qui a eu lieu en 2017.

Les participants :

- David BILZIC (FCS 75)
- Julie LARUE puis Céline (FCS 78)
- Nour-Eddine LAOUER (FCS 95)
- Clara STERN (FCS 92)
- Aurore SAADA (FCS 77)
- Roman ORINOWSKI (FCS 93)
- Guillaume SAMSON (FCS 91-94)

Cette commission a regroupé, en moyenne, 5 participants par réunion. Certaines de ces réunions ont été faites par conférence téléphonique.

9- La commission Service civique :

La FCSF porte l'agrément national du Service Civique pour le compte des centres sociaux adhérents. En 2017, la chargée de mission de la Fédération du 92 a géré le lien régional avec les autres fédérations d'Île-de-France bénéficiant de cet agrément (volet administratif et pédagogique au sujet des formations civiques et citoyennes, soutien et accompagnement des Fédérations, coordination, ...).

Afin d'améliorer régulièrement le portage, la fédération du 92 a donc assisté (en présentiel ou à distance) à cinq rencontres nationales.

La commission régionale : Pierre GRANSON (FCS 75), Céline BALANCA (FCS 78), Clara STERN (FCS 92), Roman ORINOWSKI (FCS 93) et Joël OUCENIE (FCS 94) se sont réunis à 5 reprises.

Ces rencontres ont permis de mutualiser les informations et outils de gestion du dispositif, ainsi que de préparer la formation civique et citoyenne et l'organisation des formations PSC1.

Cette commission a regroupé, en moyenne, 4 participants par réunion.

Les groupes de travail

1- «Accompagnement de l'Union de type DLA »

Ce groupe a continué à se réunir en 2017 (3 fois) et à avancer sur les modalités d'accompagnement de l'Union, le cahier des charges étant axé sur la gouvernance. Après avoir un temps envisagé un DLA « classique », cet accompagnement n'a pas pu être confirmé par l'organisme France Active. Les administrateurs ont alors envisagé en fin d'année 2017 un accompagnement par un intervenant extérieur ou un accompagnement par la FCSF (réseau national).

Ce groupe de travail a été composé de 8 administrateurs/trices et d'une déléguée :

Administrateurs/trices : Monique DEGRAS (FCS 75), Caroline MIGOT (FCS 78), Michel BRUNOT (FCS 92), Philippe NADEAU (FCS 92), Hanan MILOUDI (FCS 93), Franck ESVAN-GAUTIER (FCS 93), Pirine RODRIGUES (FCS 94), rejoints en fin d'année par Tarik TOUAHRIA (FCS 75)

Déléguée : Corinne MORELLI (déléguée FCS 91-94)

2- «Délégations - missions»

Après avoir envisagé une réunion en juillet, le groupe a finalement décidé qu'il se réunirait de nouveau à l'issue de l'accompagnement. En effet, le travail sur les délégations étant lié au DLA, il leur a semblé plus opportun de se positionner dans sa suite.

Ce groupe de travail est composé notamment des administrateurs/trices suivants :
Caroline MIGOT (FCS 78), Hanan MILOUDI (FCS 93), Franck ESVAN-GAUTIER (FCS 93)

3- Un temps de travail sur les actions du vieillissement / coopération CNAV

Ce groupe s'est formé, ponctuellement, en amont de notre assemblée générale du 15 juin. Les administrateurs présents se sont penchés sur les actions du vieillissement, en lien avec les coopérations avec la CNAV. Ils ont amorcé une réflexion sur les pistes de scénarios possibles en 2018.

Ce groupe de travail a été composé de 7 administrateurs/trices, 5 délégué-e-s et 2 chargé-e-s de missions :

Administrateurs/trices : Monique DEGRAS (administratrice FCS 75), Kouider ELATRECH (FCS 77), Riad DOUKHA (FCS 77), Caroline MIGOT (FCS 78), Michel BRUNOT (FCS 92), Franck ESVAN-GAUTIER (FCS 93), Martine THUILLIER (FCS 94)

Délégué-e-s : Nicolas OBERLIN (FCS 75), Raymond Petersen (FCS 77), Sophie MORLET (FCS 92), Céline HEITZMANN (FCS 93) Nour-Eddine LAOUER (FCS 95)

Chargé-e-s de mission : Chloé COJEAN (FCS 91-94), Madely NOEL (FCS 92)

II/ FORMATION ET QUALIFICATION DES ACTEURS

LA FORMATION DES PROFESSIONNELS

Référencement au Datadock

Au 1er janvier 2017, le Décret Qualité - daté du 30 juin 2015 - est entré en vigueur.

Il précise comment les financeurs de la formation (OPCA, OPACIF, Pôle Emploi, Régions, Etat et Agefiph) doivent s'assurer de la capacité des organismes de formation à dispenser des actions de formation de qualité.

La vérification repose sur les 6 critères du décret Qualité, à savoir :

1. L'identification précise des objectifs de la formation et de son adaptation au public formé
2. L'adaptation des dispositifs d'accueil, de suivi pédagogique et d'évaluation aux publics
3. L'adéquation des moyens pédagogiques techniques et d'encadrement de l'offre de formation
4. La qualification professionnelle et la formation professionnelle du personnel en charge de la formation
5. Les conditions d'information au public sur l'offre de formation, ses délais d'accès, et les résultats obtenus
6. La prise en compte des appréciations rendues par les stagiaires

La demande de l'UFFCS a été validée le 20 juillet 2017. L'UFFCS répond aux critères du décret qualité.

La commission régionale formation élabore et suit les formations régionales ; elle est également en veille sur les besoins de formations des centres. **La formation des professionnels a été identifiée comme une priorité de l'instance régionale.**

• **"Les fondamentaux du travail en centre social »**

Cette formation, organisée autour de la connaissance des centres sociaux, leur histoire et leur spécificité permet à la fois de renforcer la connaissance des centres sociaux et de la partager avec d'autres professionnels, dont les différentes fonctions concourent au projet d'animation globale.

Cette formation a pour objectifs de :

- **Présenter le cadre d'intervention des centres sociaux** en travaillant sur des supports comme la Charte des centres sociaux, la circulaire de la CNAF de 2012 et de 2016, et retracer l'historique du mouvement.
- **Favoriser la rencontre entre des salariés** aux fonctions très variées, autour d'un objet de connaissance commun et d'échanges d'expériences. Cela décloisonne les hiérarchies inhérentes aux postes, les frontières géographiques et permet de mettre en relief la diversité des projets développés par les centres.
- **Offrir une vue d'ensemble des postes et des tâches** allouées à chacun d'entre eux en centre social. Elle



permet ainsi aux stagiaires de prendre toute la mesure de leurs rôles au cœur du centre et de l'équipe de professionnels et de bénévoles.

→ **1 session de 4 jours a eu lieu**

→ **12 personnes ont été formées** : dont 2 de Paris, 2 de l'Essonne, 3 des Hauts-de-Seine, 2 de Seine-Saint-Denis, ainsi que 3 du Val-de-Marne

- **« Référent familles, une fonction au cœur du projet »**

Cette formation permet d'articuler le cadre d'intervention des centres sociaux avec la fonction : élaborer et conduire le projet d'animation collective familles dans une optique de développement social local, favoriser l'implication de toutes les familles ...

La formation Référent Familles a pour objectifs de:

- Connaître et comprendre les missions du référent familles
- Construire une vision de la famille
- S'approprier le processus d'élaboration du projet familles
- Articuler les acquis de la formation avec le fonctionnement du centre social
- Découvrir la circulaire CNAF de 2012 et de 2016

→ **2 sessions de 6 jours ont eu lieu**

→ **37 personnes ont été formées** : dont 3 de Paris, 1 de Seine-et-Marne, 2 des Yvelines, 3 de l'Essonne, 4 des Hauts-de-Seine, 7 de Seine-Saint-Denis, 4 du Val-de-Marne, 4 du Val-d'Oise, ainsi que 9 hors Ile-de-France.

- **« La fonction accueil, une affaire d'équipe »**

Cette formation permet d'articuler le cadre d'intervention des centres sociaux avec la fonction : la posture d'accueil favorisant la participation des habitants, la place de l'équipe dans cette fonction.

Cette formation est en direction des personnes en charge de l'accueil sur leur structure mais également dans une vision plus large, liée au cadre d'intervention des centres sociaux, à tous les professionnels.

Elle a pour objectifs de :

- S'approprier l'ensemble des dimensions relatives à l'accueil en centre social au regard de la circulaire CNAF de juin 2012 et de mars 2016
- Travailler l'accueil comme une fonction pivot entre les habitants et les professionnels, pour faire vivre la participation
- Faire de l'accueil une responsabilité d'équipe, animé par un référent
- Développer un positionnement et une posture du référent accueil
- Découvrir la circulaire CNAF de 2012 et de 2016

→ **1 session de 4 jours a eu lieu**

→ **15 personnes ont été formées** : dont 2 de Paris, 1 de l'Essonne, 5 des Hauts-de-Seine, 1 de Seine-Saint-Denis, 3 du Val-de-Marne, ainsi que 3 hors Ile-de-France.

- **« Animation participative, sens, posture et ficelles » - Module 2**

En complément du module 1, cette formation de 2 jours vise à approfondir les pratiques d'animation participative : à partir des savoirs, des expérimentations et par un retour sur des repères théoriques et méthodologiques.

Elle a pour objectifs de :

- Revenir collectivement sur les fondamentaux de l'animation participative

- Elaborer un référentiel d'observation des pratiques d'animation participative
- Analyser les différentes pratiques pour aborder et approfondir de nouveaux outils méthodes

→ **1 session de 2 jours a eu lieu**

→ **8 personnes ont été formées** : dont 4 de l'Essonne, 3 des Hauts de Seine, 1 de Seine-Saint-Denis

- **«Accompagner la mobilisation d'un groupe de jeunes »**

Depuis plusieurs années, l'Union entend renforcer le portage des projets « pour et avec les jeunes » dans les centres sociaux de la Région. En ce sens elle déploie, en complémentarité des fédérations départementales, des actions de soutien, valorisation et qualification. Suite à deux études, quantitative et qualitative, menées ces 3 dernières années par sa commission jeunesse, il apparaît clairement un besoin de renforcement de certaines compétences, ainsi qu'un travail réflexif sur les postures et compétences des professionnels de la jeunesse dans les centres sociaux, et notamment concernant le développement de leur pouvoir d'agir.

C'est pour répondre à ce besoin que l'Union a souhaité engager une formation-action de 3 jours qui a eu pour objectifs de :

- Renforcer les capacités d'écoute, de mobilisation des centres sociaux, notamment des jeunes de 15 à 30 ans,
- Renforcer les capacités d'animation d'un collectif de jeunes
- Aborder les questions du mandat des animateur.trice.s, du pouvoir au sein du centre social et de la négociation avec des partenaires ou des collectivités.

Cette approche pédagogique du développement du pouvoir d'agir s'appuie sur l'alternance d'apports et d'expériences menées sur les territoires, qui sont la source de l'ancrage des apprentissages, et a eu pour objectif d'engager des dynamiques locales, tout en outillant les professionnels jeunesse des centres sociaux.

→ **1 session de 3 jours a eu lieu**

→ **24 personnes ont été formées** : dont 5 de Paris, 4 des Yvelines, 6 des Hauts de Seine, 3 de Seine-Saint-Denis, 6 du Val-de-Marne

- **La formation « Valeurs de la République et Laïcité »**

L'actualité tragique et la mobilisation citoyenne qu'elle a suscitée ont rappelé la nécessité de partager les valeurs et les principes fondamentaux qui fondent notre République.

Cette formation s'inscrit dans le plan de déploiement soutenu par la DRJSCS et le CGET, un total de 15 modules ayant été soutenus pour 2017.

L'union s'est engagée à conduire des formations de 2 jours auprès des acteurs.trices du réseau des centres sociaux franciliens.

14 modules ont été programmés au niveau des départements (2 dans le 77, 2 dans le 78, 2 dans le 91-94, 4 dans le 92, et 4 dans le 95) ainsi qu' 1 module au niveau régional. Cette formation est destinée aux acteurs de terrain, en contact direct avec les publics (toute personne salariée ou bénévole d'un Centre



Formation Kit laïcité à Lognes - janvier 2017

Social ou d'une Fédération de Centres Sociaux). Elle vise à répondre à leur besoin de qualification et d'accompagnement sur l'application du principe de laïcité dans les situations professionnelles qu'ils rencontrent au quotidien.

- ❖ En 2017, 3 nouveaux professionnels des fédérations ont été formés par le CGET et habilités à animer des formations.

Cette formation a pour objectifs de :

- S'approprier le cadre historique et juridique de la laïcité
- Avoir des clés de compréhension, de réflexion et d'action à ce sujet
- Réfléchir aux façons d'agir en Centre Social

→ **1 session régionale a eu lieu regroupant 19 stagiaires dont : 8 de Seine-et-Marne, 1 des Yvelines, 5 de l'Essonne, 2 des Hauts-de-Seine, 2 de Seine-Saint-Denis, ainsi qu'1 du Val de Marne.**

- **Validation d'acquis d'expérience (VAE)**

Il s'agit d'un dispositif renforcé d'accompagnement collectif à l'obtention de diplômes de l'animation sociale : dans le cadre d'une validation des acquis de l'expérience. Les diplômes visés étant :

- le DESJEPS (Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) de niveau II,
- le DEJEPS (Diplôme d'Etat de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport) de niveau III

Cet accompagnement a eu lieu sur 5 jours, entre mars et septembre 2017 en partenariat avec l'INFA et avec un collectif de 4 stagiaires : 3 directeurs de centres sociaux et 1 coordinatrice d'actions familiales et intergénérationnelles.

a) En parallèle, un suivi individuel a été assuré par l'INFA

L'INFA a assuré l'accompagnement à distance pour l'écriture des expériences et une relecture de tous les écrits.

b) Un accompagnement collectif a été proposé par l'UFFCS

Pour soutenir le travail d'écriture, l'instance régionale a organisé, en complément et à la demande des stagiaires, des rencontres entre les journées animées par l'INFA. Ces temps ont privilégié les techniques d'entretien d'explicitation, les interviews croisés entre professionnels..

→ **4 stagiaires dont : 1 des Yvelines, 1 des Hauts-de-Seine, 1 de Seine-Saint-Denis, 1 du Val-de-Marne**

Nous avons cependant constaté la complexité pour les professionnels engagés de pouvoir suivre le rythme proposé et le travail personnel que cela induit. Malheureusement, aucun des stagiaires n'a été en mesure de valider sa demande de VAE.

- **DESJEPS**

(Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport)

En partenariat avec l'INFA, cette formation qualifiante et diplômante de niveau II, avait débuté en mai 2016 et s'est achevée en octobre 2017. Elle a eu pour objectif de former des directeurs ou futurs directeurs capables d'inscrire les actions ou projets qu'ils pilotent sur un territoire, de susciter, de construire et conduire des projets collectifs et innovants adaptés aux populations concernées et de fédérer une équipe de salariés et bénévoles dans une dynamique partenariale. Cela a été une belle réussite collective avec une belle dynamique de groupe.

Les 17 stagiaires ont tous validé leur Desjeeps : 1 stagiaire de Seine-et-Marne, 1 des Yvelines, 2 de l'Essonne, 5 des Hauts de Seine, 3 de Seine-Saint-Denis, 3 du Val-de-Marne, ainsi que 2 stagiaires du Val d'Oise

❖ **L'ensemble de ces formations régionales de notre réseau a totalisé 136 personnes.**

- **Formation civiques et citoyenne**

Par ailleurs, 4 formations civiques et citoyennes ont eu lieu :

- Les 19 et 20 avril 2017, animée par Clara STERN (FCS 92) et Roman ORINOWSKI (FCS 93), 30 participants
 - Les 17 et 18 mai 2017, animée par Joël OUCENIE (FCS 94), 25 participants
 - Les 6 et 7 juillet 2017, animée par Joël OUCENIE (FCS 94), Clara STERN (FCS 92), Roman ORINOWSKI (FCS 93), Pierre GRANSON (FCS 75), Céline BALANCA (FCS 78), 30 participants
 - Les 16 et 17 novembre 2017, animée par Clara STERN (FCS 92) et Joël OUCENIE (FCS 94)
- Organisation des formations PSC1 régionales

III/ PROJET DISCRIMIN' ACTIONS

Le projet de lutte contre les discriminations 2017 du réseau francilien des centres sociaux et leurs fédérations comptait 4 actions principales :

- Animation du réseau sur les questions d'égalité
- Qualification des acteurs·trices professionnel·e·s et bénévoles des centres sociaux franciliens
- Valorisation et diffusion des Productions du réseau
- Appui aux équipes des centres sociaux dans la prévention et la lutte contre les discriminations

Animation du réseau sur les questions d'égalité

- **Animation d'une commission régionale LCD** : La commission est constituée d'un·e membre de chacune des fédérations d'île de France.

Les participant·e·s :

- David BILZIC (FCS 75)
- Nour-Eddine LAOUER (FCS 95)
- Guillaume SAMSON (FCS 91-94)
- Nadia BERKANI (FCS 78)
- Faïda YAHIAOUI (FCS 93)
- Madely NOEL (FCS 92)

La commission s'est réunie 8 fois autour de :

- Point sur les chantiers engagés : sortie des Actes, cycle de formation et journée
- Partage d'expériences sur les formations laïcité
- Point sur l'offre de l'association Enquête
- La préparation d'un temps fort régional
- Actualités du réseau

Les réunions font l'objet de comptes rendus. Des points d'étapes intermédiaires, diffusés entre les réunions de la commission, ont informé les membres des avancées et préparations en cours.

- **Maintien d'une communication régulière** : La démarche francilienne de lutte pour l'égalité et contre les discriminations a été relayée par la dynamique de la commission ; les référent·e·s départementaux remontent les informations et mobilisent à l'échelle régionale. Par ailleurs, des outils permettent de transmettre l'information :
 - Les bulletins semestriels « Infos égalités » sont diffusés aux centres. 2 bulletins sont sortis en 2017

- Les informations transitent au travers des bulletins départementaux dans une rubrique dédiée.
- Le site de l'union réserve une rubrique à la LCD : iledefrance-centres sociaux.fr
- Le catalogue d'outils est en cours d'enrichissement de ressources sur l'égalité femmes-hommes

- **Organisation d'une rencontre régionale** : En 2017, les forces ont été rassemblées sur une opération d'une journée.

Un **forum ressource sur l'égalité femmes Hommes** a été organisé le 30 novembre à Paris.

La rencontre a été organisée autour de temps de présentation de partenaires (13 stands), des temps d'ateliers (6 animations) pour expérimenter des outils, une démonstration (Les zôtesses) et un temps de repas favorisant les échanges entre les participant·e·s.

La rencontre a touché 77 participant·e·s franciliens. Elle s'est appuyée sur les ressources élargies des fédérations (au moins 2 partenaires par fédération) et a été promue par une communication efficace.

Qualification des acteurs·trices professionnel·e·s et bénévoles

- **Formation sur les discriminations** : les 8 fédérations inscrivent des modules sur les discriminations dans leurs catalogues annuels.

Comme pour toute dynamique territoriale, les déclinaisons ont été variées, tant par leur contenu que par leur forme.

Il s'agit avant tout de sensibiliser et permettre aux acteurs·trices d'avancer sur la question de l'égalité à partir de leurs préoccupations.

Ainsi :

78 : « Déconstruire les stéréotypes »

77 : « Déploiement d'un programme de Formation LCD ambitieux pour les bénévoles du réseau »

91 : « Soirée formation LCD »

93 : Journée de formation sur « L'intersectionnalité comme concept et comme outil », Journée de formation « S'approprier une méthode de travail intersectionnelle », une demi-journée de formation « Sensibilisation à la lutte contre les discriminations » ;

95 : Intervention IFA pour les BPJEPS et DEJEPS et Master MIRI à Paris 7 sur la LCD.

- **Formation laïcité et Faits religieux** : la coopération du réseau avec l'association Enquête continue d'être bénéfique et profite aux acteurs des centres. 3 modules ont été animés :

— 93 : 19 mai à Gagny : 13 participant·e·s

— 92 : 30 mai à Nanterre : 13 participant·e·s

— 78 : 20 juin : 30 participant·e·s

Ces modules complètent l'approche laïcité déjà déployée par les fédérations et apporte des éléments de connaissances très attendus sur les faits religieux.

⇒ Au total, 56 participants, acteurs professionnels et bénévoles ont été formés.

Valorisation et diffusion des productions du réseau

- **Expériences du réseau pour irriguer les pratiques** : chaque avancée d'un·e membre du réseau fait avancer tout le groupe. Ce principe dynamique est mis en œuvre dans les centres et le réseau s'est enrichi d'outils nouveaux :

— Mise en commun des avancées lors du Forum égalité femmes-hommes ;

— Enrichissement d'une base de partenaires sur les questions liées à l'égalité, les discriminations, la laïcité ;

- Représentation schématique des valeurs incarnées dans les manières de faire des centres sociaux : « *La maison des valeurs* » ;
- Exposition de photos réalisée par des habitant·e·s de Pierrefitte ;
- Base de vidéos avec des manières de travailler possibles dans les centres ;
- Ouverture des catalogues de formation à de nouveaux modules (*techniques du théâtre forum, Kawaa, techniques de débat...*)
- Kit d'animation sur « *La communication non sexiste* ».

- **Elargissement du catalogue ressources** : Le catalogue des ressources du réseau est enrichi annuellement au travers des divers événements et actions conduites par le réseau.

En 2017, un enrichissement important a été apporté sur la question de laïcité :

- Techniques d'animation ;
- Jeux et outils ;
- Bibliographie.

Le forum ressources sur l'égalité femmes-hommes a contribué à enrichir la palette des ressources. Il sera consolidé en 2018 avec un répertoire des partenaires de l'égalité femme-hommes.



Appui aux équipes des centres sociaux dans la prévention et la lutte contre les discriminations

Accompagnement des fédérations départementales auprès des centres sociaux : le travail de réseau consiste à apporter un appui aux acteurs·trices pour renforcer les projets, soutenir les initiatives, qualifier les approches.

Ainsi, selon les territoires, les dynamiques et les projets, différentes formes d'appui et d'accompagnement ont existé :

- | | |
|--|---|
| - Soutien à la structuration de projet | - Contribution à des projets locaux |
| - Recherche de ressources et partenaires | - Appui à la communication |
| - Aide à l'animation | - Coordination d'actions inter centres... |
| - Qualification des équipes | - Actions de sensibilisation. |
| - Co animation de séances de débat | |

IV/ RENCONTRES REGIONALES

Cinq rencontres régionales ont été co-organisées :

1/ L'Agora de l'animation de la vie sociale 31 janvier 2017

Cette rencontre, organisée conjointement avec les CAF IDF, s'est construite autour du thème central :

« Quels enjeux pour l'animation de la vie sociale en Ile-de-France ? »

Cette rencontre a visé à faire connaître le réseau francilien des centres sociaux, en particulier à destination des élus, avec des temps forts, des plénières, des espaces collaboratifs, des temps de travail, etc. autour des 6 thématiques, et en s'appuyant sur les 5 années d'observatoire des centres sociaux (Senacs).

Les 6 thématiques développées pendant cette journée :

- la participation des habitants
- la famille et l'intergénérationnel
- l'accès aux droits
- la Culture
- la Laïcité
- l'Accueil

Ce temps fort a eu lieu au CENTQUATRE-PARIS dans le 19^{ème} arrondissement de Paris avec environ 600 participants : des élus et une majorité de professionnels.



600 personnes ont participé



Le graphiste...



Animation ludique autour des thématiques..., des tables rondes ont été organisées...



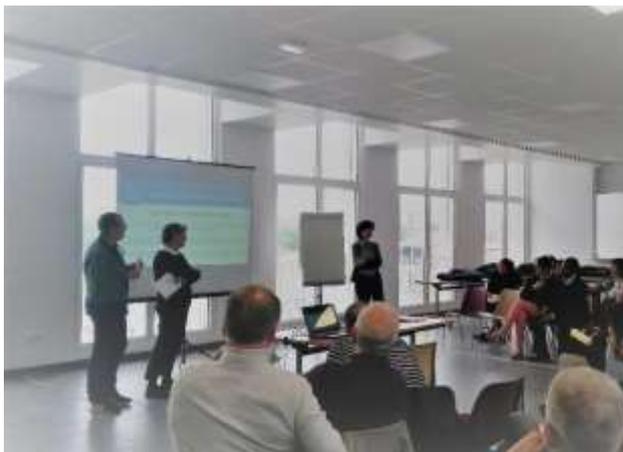
Discours des intervenants en scène centrale : le président de la CAF de Paris, la présidente de l'UFFCS ...



La plaquette de la journée AVS

2/ A l'initiative de la FCSF, journée régionale de réflexion sur le modèle économique des centres sociaux

Nous avons organisé une journée régionale de réflexion et de production le 22 avril au centre social et culturel La Traverse à Nanterre (92), afin de débattre avec les centres sociaux sur leur modèle économique. 32 personnes ont ainsi débattu autour des enjeux suivants : « Demain : quels modèles économiques pour les Centres Sociaux ? Comment nous organiser pour pérenniser nos projets sans en perdre le sens ? Quel impact sur nos activités, nos ressources ? Quelles pistes explorer ? A quelles conditions ? » Cette rencontre était ouverte aux gestionnaires, administrateurs ou élus des collectivités territoriales, ainsi qu'aux salariés des centres sociaux adhérents du réseau.



Journée de réflexion du 22 avril

3/ Rencontre sur le financement des départs en famille

Afin de répondre aux attentes des centres sociaux et des habitants, nous sommes venus en appui auprès des structures souhaitant répondre à l'appel à participation de la FCSF pour des chèques vacances ANCV, une rencontre régionale collective a eu lieu le 12 janvier à Ivry sur Seine (94), animée par deux chargés de mission de nos fédérations, cette rencontre a réuni 22 participants.

4/ Rencontre sur le thème du Développement social local et la prévention du vieillissement.

Cette rencontre s'est déroulée le 10 novembre au centre social La plaine à Saint-Denis, en présence de la CNAV IDF et animée par des salarié(e)s fédéraux. Cette rencontre, qui a regroupé 65 participants (professionnels et quelques bénévoles de centres sociaux), a eu pour objectifs d'inscrire les projets « seniors » dans de réelles dynamiques de développement social local tout en consolidant notre approche spécifique de la prise en compte du vieillissement et de préfigurer le prochain appel à projet de la CNAV



Zoom
sur l'invitation



Rencontre Vieillessement du 10 novembre

5/ Un forum-ressource « égalité femmes/hommes »

Ce forum, organisé par la commission régionale « lutte contre les discriminations », a eu lieu le 30 novembre à Paris. Il a été organisé autour de temps de présentation de partenaires (13 stands), des temps d'ateliers (6 animations) pour expérimenter des outils, une démonstration et un temps de repas favorisant les échanges.

Les **partenaires associé-e-s** étaient principalement de statuts associatifs :

FIA-ISM, Quai des Voix, Planning familial, Centre socioculturel Belleville, Centre Hubertine Auclert, ludothèque "Le jeu pour tous», les Petit Débrouillards, le collectif Sangs mêlés, le collectif masque, Du côté des femmes, la ville de Villiers le Bel.

Les **expérimentations** comptaient les ateliers suivants :

- projection de vidéo
- dépollution du langage
- débat mouvant
- atelier Kawaa
- théâtre masqué
- théâtre forum

La rencontre a touché 77 participant-e-s franciliens. Elle s'est appuyée sur les ressources élargies des fédérations (au moins 2 partenaires par fédération).



V/ REPRESENTATIONS ET PARTENARIATS

PARTICIPATION AUX INSTANCES

Les acteurs des fédérations représentent l'Union dans différents réseaux, groupes de travail, ou instances.

- La Coordination régionale des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CRAJEP)
L'Union est adhérente à la CRAJEP et a un siège au **Conseil d'administration**.
Nous y sommes représentés par Caroline MIGOT, et Franck Esvan-Gautier (en tant que suppléant)

- ❖ La Fédération des centres sociaux de France (FCSF)

L'Union est représentée dans plusieurs « chantiers » de notre réseau national :

- **Groupe Lutte contre les discriminations** : Nour Eddine LAOUER (FCS 95)
- **Groupe Culture** : Corinne MORELLI (FCS 91-94)
- **Groupe Vacances Familiales** : Guillaume SAMSON (FCS 91/94)

Des fédérations franciliennes participent également aux groupes suivants :

- **Groupe Vieillesse** Sophie Morlet (FCS 92)
- **Comité technique national** : Raymond Petersen (FCS 77).

- La Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS)

Raymond PETERSEN (FCS 77) est l'interlocuteur régional des services de l'Etat pour les questions relatives aux postes Fonjep des centres et des fédérations ainsi que pour l'Unité de Réseau de Base (URB). La dotation aux FD s'effectue en fonction des adhérents nationaux.

PARTENARIATS

Avec le Conseil régional Ile-de-France

Suite au changement de majorité au sein de la Région Ile-de-France en 2016, de nouvelles modalités sont venues réguler les demandes de subventions en 2017 auprès du conseil régional.

L'article 2 de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité subordonne l'attribution de subvention régionale à tout organisme au respect et à la promotion de cette charte, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. À cette fin, tout organisme sollicitant une subvention du conseil régional doit annexer à sa demande un exemplaire de la charte signée par son représentant légal. Le conseil régional a également demandé à ce qu'un référent régional, en charge de la lutte contre la radicalisation au sein de notre réseau, soit désigné.

- *Après consultation auprès des conseils d'administrations des fédérations, les administrateurs de l'Union ont fait le choix de ne pas accepter ces nouvelles modalités imposées par le Conseil régional d'Ile-de-France.*

La délibération du 16 novembre 2016, antérieure à ces nouvelles modalités, avait toutefois prévu que la région Ile-de-France soutienne l'UFFCS jusqu'au 31 octobre 2017 pour la réalisation de l'action :

« Accompagner les membres de l'Union dans le développement d'actions en faveur des jeunes ».

Cet engagement a porté sur les 5 axes suivants :

- 1- L'accompagnement éducatif hors temps scolaire des enfants,
- 2- Le soutien à l'engagement et aux initiatives des jeunes de 18-25 ans,
- 3- L'accompagnement des centres sociaux dans leur développement local,
- 4- Les actions contribuant à la défense des valeurs de la République et du principe de laïcité,
- 5- La participation au réseau du CRJ (Conseil régional des jeunes).

Objectifs :

- Encourager la participative active des jeunes,
- Accompagner les jeunes dans leurs initiatives et l'émergence de projets, tant en termes de loisirs qu'en termes d'insertion sociale, professionnelle, d'accès aux droits, de santé, de recherche d'autonomie,
- Mener des interventions socio-éducatives préventives auprès de jeunes de 12 à 16 ans, une pédagogie active et un projet inscrit dans l'économie solidaire.

Avec la DRJSCS

Ces partenariats ont été axés sur 3 projets :

1/ « Les Centres Sociaux en action »

La démarche participative est fondatrice du projet des centres sociaux. Les habitants sont associés à l'élaboration et la mise en œuvre des projets des centres sociaux.

Le projet s'est décliné autour des 3 axes suivants :

Axe 1 : Renforcer les pratiques participatives du réseau et la capacité à expérimenter des démarches innovantes (notamment dans les centres municipaux),

Axe 2 : Ouvrir des espaces de réflexion avec les partenaires, pour développer des centres sociaux participatifs,

Axe 3 : Valoriser les différentes formes d'expression collectives des habitants portées par les centres sociaux,

* * * * *

2/ « Action de lutte contre les discriminations »

Nous nous sommes engagés à maintenir et déployer le chantier dans le réseau francilien visant notamment à :

- soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les hommes et les femmes,
- animation du réseau sur les questions d'égalité,
- qualification des acteurs professionnels, bénévoles des centres franciliens,
- appui aux acteurs dans la lutte contre les discriminations.

* * * * *

3/ L'objet de ce troisième projet est le déploiement du kit

« Valeurs de la République et Laïcité »,

Conçu par la DRJSCS et le CGET, au sein du réseau francilien des Centres Sociaux et les Espaces de Vie Social (EVS).

Ce projet a pour objectifs de :

- Former les acteurs (professionnels, bénévoles et administrateurs) des Centres Sociaux franciliens et associations de développement local au principe de laïcité,
- Donner des clés d'analyse, de compréhension et de dialogue en lien avec le principe de Laïcité et les valeurs portées par la République Française.

Dans le cadre du déploiement de la convention, 15 sessions de formations de 2 jours ont été financées pour 2017 : 1 session au niveau régional, 14 sessions au niveau des départements.

* * * * *

• Contrôle DRJSCS

La DRJSCS d'Ile-de-France a effectué un contrôle de notre association le 22 novembre portant sur les 3 projets. La trésorière de l'UFFCS, la déléguée du 91-94 en charge du pilotage de l'Union, ainsi que la salariée de l'UFFCS, ont répondu aux questions du chargé de mission de la « Politique de la Ville à la Mission d'observation et d'appui au contrôle ».

Ce contrôle a été l'occasion de vérifier la conformité des actions réalisées au regard des priorités financées sur les crédits de la politique de la ville.

Le contrôle a porté sur les actions subventionnées en 2016 :

- Déploiement du kit laïcité
- Les Centres sociaux en action
- Lutte contre les discriminations

La DRJSCS IDF n'a pas émis d'observations particulières sur l'opportunité et les conditions de réalisation des actions.

Partenariat avec les CAF d'Ile de France / SENACS

L'ensemble des fédérations d'Ile de France ont à nouveau participé, avec les 8 CAF, à l'Observatoire des centres sociaux SENACS (Système d'échanges national des centres sociaux). SENACS est une initiative conjointe de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) et de

la Fédération des centres sociaux de France (FCSF). En 2017, le pilotage régional a été réalisé par la CAF et par la Fédération de Paris ; une affiche a été produite.

Cette coopération a permis d'aboutir à un comité technique composé de 3 délégués des départements (Essonne-Val-de-Marne, Hauts-de-Seine, et Paris), la chargée de mission de Seine-Saint-Denis, ainsi que 6 représentants des CAF. Ce comité a finalisé l'organisation de **l'agora du 31 janvier**, autour du thème central :

« Quels enjeux pour l'animation de la vie sociale en Ile-de-France ? »

Partenariat avec la CNAV

Présentation des modalités actuelles

Les fédérations d'Ile de France ont pris part au dialogue de gestion avec la CNAV depuis 2014, pour être progressivement toutes incluses dans le dispositif. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la convention nationale CNAV/FCSF signée en 2009.

Le partenariat avec la CNAV a continué à se développer en 2017 avec **88 centres soutenus en IDF**.

- Jusqu'à présent, chaque fédération conventionne directement avec la CNAV. Excepté pour le 77 et le 95 – territoires expérimentaux-, la CNAV passe une convention de financements avec chacune des structures porteuses de projet.
- Les fédérations remplissent un rôle d'interface et de relais auprès de la CNAV, en plus de leur travail d'ingénierie de projet et de réseau autour de ces enjeux.

Des pistes de travail et des amorçages de scénarios possibles pour un éventuel portage régional ont ainsi été entamés par les administrateurs de l'Union, en lien avec les délégués et la commission senior.

RAPPORT FINANCIER 2017

Assemblée générale 2017 - UFFCS

Les résultats de l'exercice 2017 montrent une situation financière excédentaire de l'Union Francilienne des Fédérations des Centres Sociaux d'un montant de **43 130,94€, ce qui représente 25,6% des produits.**

Compte de résultat	2013	2014	2015	2016	2017
Total des produits	215 958,67	235 633,97	238 271,40	141 756,34	168 643,48
Total des charges	197 764,56	236 872,16	240 668,63	163 771,05	125 512,54
Résultat	18194,11	-1238,19	-2 397,23	-22 014,71	43 130,94

On constate, une augmentation des produits de 26 887 € et une réduction des charges de 38 259 €. Nous pouvons retenir les éléments suivants :

- **Compte de résultat 2017**

Pour les produits

- **Les prestations de service** d'un montant de 41 620 € sont en baisse (-13 972,50€ soit -25% par rapport à 2016) et se composent:
 - ✓ des produits des formations régionales (38 620€), plutôt en hausse (+ 10 480€)
 - ✓ du seul appui administratif sur la mission CPNEF (3 000€), portée à partir de 2017 par la FCS 91.
- **Les subventions d'exploitation** d'un montant global de 123 000€ **connaissent une hausse de 38 700€** (+ 45 %) : imputation en 2017 de 43 000€ de la subvention CRIF réduite à 50 000€ pour la période du 16 novembre 2016 au 15 novembre 2017 (solde payable car attribution avant notre différent sur la charte laïcité et valeurs de la république) et maintien de la subvention DRJSCS- 80 000€, dont 30 000€ au titre du déploiement du kit laïcité.

Pour les charges

Les principales modifications concernent :

- la ligne « sous-traitance générale » (6 033,47€): +4 449,36€ (prestations pour la journée AVS du 31 janvier 2017),
- la ligne « frais de formation des acteurs » (31 382,17€): + 9 477,17€,
- la ligne « appuis aux fédérations » (49 031€): - 50 528€.
- **Les charges de personnel** sont stables : une assistante fédérale à temps partiel.

Contributions volontaires

L'UFFCS bénéficie d'une mise à disposition d'un bureau (13m²) par la Fédération des Centres Sociaux de l'Essonne (826€).

Le bénévolat des membres du Conseil d'Administration est évalué à 400 heures.

- **Pour les comptes de bilan 2017**

Le bilan de l'exercice présente un total de 176 063€ (en baisse de 16,6%).

A l'actif

- **Les créances s'élèvent à 20 193 € :**

Les produits à recevoir au 31 décembre 2017 se décomposent principalement en subvention à recevoir (solde CRIF 2017 10 000€), auxquelles s'ajoutent des règlements de formation (9 370€).

Il faut noter une légère dégradation de la trésorerie (155 870€ / -34 890€). L'UFFCS dispose d'un compte sur livret pour la gestion de sa trésorerie.

Au passif

- **Les capitaux propres de l'association sont en augmentation.**

Ils représentent 148 709 €, soit une augmentation de 43 131 € (excédent 2017) avec 100 000€ en fonds associatif sans droit de reprise.

- Les dettes fiscales et sociales sont d'un montant de 6 490€ et correspondent aux charges sociales du dernier trimestre 2017 (3 788,81€) et aux provisions congés payés (2 701€).

- Les charges à payer, d'un montant de 20 864€ (-74 688€ par rapport au 31/12/2016 soit -75,8%), concernent essentiellement :

- *les frais CAC et comptabilité pour 4 004,40€,

- *les remboursements à effectuer pour les projets réalisés par les fédérations départementales: accueil, co-animation des formations, suivi VAE, Lutte Contre les Discriminations, formations Laïcité et Valeurs de la République (12 661,52€),

- *le solde INFA du DESJEPS (2 880€),

- *le renouvellement de la licence Colorvote (250€),

- *808,50€ chèques déjeuner 2018.

Le fonds de roulement = actif circulant (176 063€)- dettes à moins d'un an (27 354€). Il s'élève à 148 709€, ce qui représente 118% des charges de fonctionnement annuelles, soit 14 mois d'exercice, et reste donc confortable (contre 7,7 mois en 2016, 6,3 mois en 2015, 6,8 mois en 2014- 8,9 mois en 2013).

Caroline MIGOT, Trésorière

COMPTES 2017

Assemblée générale 2017 - UFFCS

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2017 12			Exercice N-1 31/12/2016 12		Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%	
	Capital souscrit non appelé (1)							
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles							
	Frais d'établissement							
	Frais de développement							
	Concessions, brevets et droits similaires	4 477	4 477					
	Fonds commercial (1)							
	Autres immobilisations incorporelles							
	Avances et acomptes							
	Immobilisations corporelles							
	Terrains							
	Constructions							
	Installations techniques, matériel et outillage							
	Autres immobilisations corporelles							
Immobilisations en cours								
Avances et acomptes								
Immobilisations financières (2)								
Participations mises en équivalence								
Autres participations								
Créances rattachées à des participations								
Autres titres immobilisés								
Prêts								
Autres immobilisations financières								
Total II	4 477	4 477						
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours							
	Matières premières, approvisionnements							
	En-cours de production de biens							
	En-cours de production de services							
	Produits intermédiaires et finis							
	Marchandises							
	Avances et acomptes versés sur commandes							
	Créances (3)							
	Clients et comptes rattachés							
	Autres créances	20 193		20 193	19 126	1 067	5,58	
Capital souscrit - appelé, non versé								
Valeurs mobilières de placement								
Disponibilités	155 870		155 870	190 760	34 890	18,29		
Charges constatées d'avance (3)				1 161	1 161	100,00		
Total III	176 063		176 063	211 047	34 985	16,58		
Comptes de Régularisation	Frais de mission d'emprunt à étaler (IV)							
	Primes de remboursement des obligations (V)							
	Ecart de conversion actif (VI)							
	TOTAL GÉNÉRAL (I.+II.+III.+IV.+V.+VI)	180 540	4 477	176 063	211 047	34 985	16,58	

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2017	31/12/2016	Euros	%
CAPITAUX PROPRIÉS	Capital (Dont versé :)	100 000	100 000		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves				
	Réserve légale				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
Autres réserves					
Report à nouveau	5 578	27 593	22 015-	79,78-	
Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	43 131	22 015-	65 146	295,92	
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Total I	148 709	105 578	43 131	40,85	
AUTRES FONDS PROPRIÉS	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
Total II					
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
Total III					
DETTES (1)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit				
	Concours bancaires courants				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes d'exploitation					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés					
Dettes fiscales et sociales	6 490	6 917	427-	6,18-	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes	20 864	98 552	77 688-	78,83-	
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)				
	Total IV	27 354	105 469	78 115-	74,06-
	Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	176 063	211 047	34 985-	18,58-	

(1) Dettes et produits constatés d'avance à terme échu

27 354 105 469

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2017			Exercice N-1 31/12/2016	Ecan N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de biens						
Production vendue de services	41 620		41 620	55 993	14 373-	25,67-
Chiffre d'affaires NET	41 620		41 620	55 993	14 373-	25,67-
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			123 000	84 300	38 700	45,91
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			337	923	587-	63,55-
Autres produits						
Total des Produits d'exploitation (I)			164 957	141 216	23 741	16,81
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements			1 479	819	659	80,50
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes*			98 714	136 718	38 004-	27,80-
Impôts, taxes et versements assimilés			401	408	7-	1,72-
Salaires et traitements			16 795	17 121	336-	1,96-
Charges sociales			7 665	8 119	453-	5,59-
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements						
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations						
Dotations aux provisions						
Autres charges						
Total des Charges d'exploitation (II)			125 044	163 195	38 141-	23,37-
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			39 912	21 969-	61 882	281,67
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

En Euros

AUBERT EXPERTISE & CONSEIL

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecan N / N-1	
	31/12/2017	31/12/2016	Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	544	540	4	0.75
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	544	540	4	0.75
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilés (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI				
2. Résultat financier (V-VI)	544	540	4	0.75
3. Résultat courant avant impôts (I-II-III-IV-V-VI)	40 457	21 429	61 886	288.79
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 143		3 143	
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Total VII	3 143		3 143	
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	468	586	118	20.07
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Total VIII	468	586	118	20.07
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	2 674	586	3 260	556.70
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
Total des produits (I+III+V+VII)	168 643	141 756	26 887	19.97
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	125 513	163 771	38 259	23.36
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	43 131	22 015	65 146	295.92

(*) Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
 Redevance de crédit bail immobilier
 (3) Dont produits concernant les entreprises liées
 (4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

En Euros.

AUBERT EXPERTISE & CONSEIL

COMPTE DE RESULTAT : CHARGES 2017

Dépenses	2017	2016
60 - Achats	2 962,57	3 527,37
Alimentation, boisson	1 478,57	819,13
Fournitures administratives/équipement	834,25	1 774,25
EDF/GDF	649,75	933,99
61 - Services extérieurs	40 314,85	27 497,88
Locations mobilières et immobilières	1 152,00	1 050,00
Formation frais d'acteurs	31 382,17	21 905,00
Frais de séminaire	0,00	1 200,00
Assurances	102,33	113,89
Maintenance	1 644,88	1 644,88
sous traitance générale	6 033,47	1 584,11
62 - Autres services extérieurs	56 915,40	106 512,31
Appui Fédérations Subv. DRJSCS et Région	0,00	24 000,00
Remboursement kit laïcité	27 000,00	29 500,00
Mission LCD / FCS92	9 000,00	9 000,00
Mission pilotage Union / FCS91	12 276,00	12 276,00
Mission CPNEF / FCS91		13 068,00
Appui Mission CPNEF / Acepprif		10 062,50
Accueil et co-animation des formations	755,00	1 715,00
Honoraires (comptable, CAC)	4 388,40	4 283,28
Publicité, publications	100,00	50,00
Déplacements bénévoles et salarié	789,07	627,93
Services bancaires, autres: Frais postaux et télécommunications	885,32	678,30
Frais d'AG et de CA	538,61	820,30
Adhésions / Cotisations	1 183,00	431,00
63 - Impôts et taxes	401,00	408,00
Formation professionnelle	401,00	408,00
64 - Charges de personnel	24 450,65	25 239,89
Salaires chargés	24 450,65	25 239,89
65 - Autres charges de gestion courante		
Charges de gestion courante		
66 - Charges financières		
67 - Charges exceptionnelles	468,07	585,60
68 - Dotation aux amortissements		
SOUS-TOTAL	125 512,54	163 771,05
Excédent	43 130,94	
TOTAL	168 643,48	163 771,05

COMpte DE RESULTAT : PRODUITS 2017

Recettes	2017	2016
70 - Ventes de produits finis, prestations de services	41 620,00	55 992,50
Produits de Formation	38 620,00	28 220,00
Appui mission CPNEF / FCS91	3 000,00	
Mission CPNEF		27 772,50
74 - Subventions d'exploitation	123 000,00	84 300,00
Etat	80 000,00	77 300,00
DRJSCS/ Action Habitants	25 000,00	22 000,00
DRJSCS/ Action Discrim	25 000,00	25 000,00
DRJSCS/ Déploiement kit Laïcité	30 000,00	30 300,00
Collectivités territoriales	43 000,00	7 000,00
Conseil Régional	43 000,00	7 000,00
75 - Autres produits de gestion courante		
76 - Produits financiers	544,41	540,35
Produits financiers Livret	544,41	540,35
77 - Produits exceptionnels	3 142,50	480,00
Produits sur exercice antérieur	3 142,50	
79 - Transferts de charges	336,57	923,49
SOUS-TOTAL	168 643,48	141 756,34
Déficit		22 014,71
TOTAL	168 643,48	163 771,05

BUDGET PREVISIONNEL 2018

Assemblée générale 2017 - UFFCS

DEPENSES	2018	RECETTES	2018
60 - Achats	3 850	70 - Ventes de produits finis, prestations de services	41 000
Alimentation, boisson	2 300	Produits de Formation	38 000
Eau, gaz, électricité, combustible	700	Appui CPNEF	3000
Fournitures administratives/petit équipement	850		0
		74 - Subventions d'exploitation	99 000
61 - Services extérieurs	35 270	Etat / DRJSCS	84 000
Locations mobilières et immobilières	450	Convention Action Discrim/Action Habitants	50 000
Formation frais d'acteurs	32 200	Déploiement Kit de laïcité	34 000
Assurances	120		
Documentation	450		
Maintenance (dont colorvote)	1 650		
Colloques, séminaires, conférences	400		
62 - Autres services extérieurs	62 720	Collectivités territoriales	0
Honoraires: Comptable, commissaire aux comptes	4 400		
Remboursement Kit laïcité	34 000	Organismes semi-publics	15 000
Co-animation et accueils des formations	500	CNAV	15 000
Mission Pilotage/FCS 91 1er semestre	6 150		
Mission LCD/FCS 92 1er semestre	4 500		
Publicité, publications	100		
Déplacements bénévoles et salariée	700		
Frais Postaux et télécom	450	75 - Autres produits de gestion courante	0
Services bancaires	250	Dont cotisation des adhérents	
Frais d'AG et de CA	470	Transfert de Charges	
Adhésions / Cotisations CRAJEP-Snaecso	1 200	Produits de gestion courante	
63 - Impôts et taxes	910		
Impôts et taxes sur Rémunérations	0		
Formation professionnelle	910		
Charges fiscales sur congés payés	0		
Autres impôts et taxes	0	76 - Produits financiers	550
64 - Charges de personnel	58 600	Produits financiers	550
salaires chargés	25 600	77 - Produits exceptionnels	0
2ème semestre	33 000	Sur exercices antérieurs	
65 - Autres charges de gestion courante	0	Reprise sur engagement réalisé	
		Reprise sur prov pour charges	
66 CHARGES FINANCIERES	0	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
Intérêts de l'emprunt	0	Amortissements	
Agios bancaires	0	Provisions	
67 - Charges exceptionnelles	0	79-Transfert de charges	10 800
Charges exceptionnelles	0	AICR Fave	10 800
Charges sur exercice antérieur	0		
Engagements à réaliser	0		
68 - Dotations aux amortissements et provisions	0		
Amortissements	0		
Provisions	0		
TOTAL	151 350	TOTAL	151 350